

Les organisations professionnelles des médias suivantes: OMEC (Observatoire des médias congolais), ANECO (Association nationale des éditeurs de journaux du Congo), SNPP (Syndicat national des professionnels de presse), AJPF (Association des journalistes de la presse féminine) et UCOFEM (Union congolaise des femmes de médias) se sont retrouvés ce jeudi, 23 février 2006 au siège de l'OMEC à l'invitation de l'Union Nationale de la Presse du Congo, UNPC.

Réunis le lendemain de l'assassinat odieux du journaliste FRANCK NGYKE et de son épouse, Hélène MPAKA, le 03 novembre 2005, les responsables des organisations professionnelles des médias avaient exigé la mise sur pied urgente d'une Commission d'enquête indépendante et mixte comprenant notamment les enquêteurs du Gouvernement, de la MONUC, des organisations de défense des droits de l'homme et des représentants de la profession.

Reçus en audience le 07 novembre 2005 à l'issue de la marche pacifique et silencieuse par le Vice-Président de la République en charge de la Commission Politique, Défense et Sécurité, Monsieur Azarias RUBERWA, ce dernier leur avait promis l'implication du Gouvernement de transition dans cette démarche et dans la sécurisation des journalistes, particulièrement en cette période électorale. Quatre mois après, le constat est amer. Non seulement ladite commission d'enquête n'est pas mise sur pied, mais les responsables de l'ONG de défense de la liberté de la presse, JED (Journaliste en danger) sont traqués pour avoir publié une enquête préliminaire sur ce double assassinat.

En cette période préélectorale, de telles menaces sont manifestement destinées à empêcher les journalistes à exercer leur métier en toute indépendance et en toute sécurité.

Vu tout ce qui précède,

Les responsables des organisations professionnelles des médias exigent la mise sur pied de cette Commission d'enquête, hic et nu.

Ils réclament l'arrêt immédiat des menaces et tracasseries à l'endroit des responsables de JED et de tous ceux qui prennent l'initiative de faire la lumière sur ce double meurtre. Ils invitent les professionnels des médias à être solidaires et à demeurer constamment mobilisés jusqu'à l'arrêt des menaces et tracasseries et à l'aboutissement de l'enquête. Car, ce qui est arrivé à NGYKE peut aussi leur arriver. Ils prient la Communauté internationale, plus particulièrement les organisations internationales de défense de la liberté de la presse et de la protection des journalistes, à appuyer la démarche de la presse congolaise pour que les assassins et leurs commaditaires du couple NGYKE soient débusqués et déferés devant la justice pour une sanction exemplaire.

Fait à Kinshasa, le 23 février 2006.

LE SECRETAIRE GENERAL DE L'UNPC (Union Nationale de la Presse du Congo)  
Joseph-Boucard KASONGA TSHILUNDE